

LES DROITS DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE FACE À LA REVOLUTION NUMERIQUE : PRINCIPES, DEFIS ET EVOLUTIONS PREVUES

Intellectual property rights versus the digital revolution : principles ; challenges and expected evolutions

Chercheuse KOUASSI Amino Désirée Colombe

Doctorante en droit privé - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Université Sidi

Mohamed Ben Abdellah, Fès

Encadrée par M. Abdellah MARGHICH

professeur de l'enseignement supérieur à la même faculté

Résumé

Aujourd'hui, la propriété intellectuelle se situe parmi les principaux outils juridiques valorisant la création, l'innovation et la compétitivité économique. Initialement destinés à protéger ces créations, les droits de la propriété intellectuelle subissent une transformation profonde due à la révolution digitale. L'émergence d'Internet, des plateformes numériques, de l'intelligence artificielle ainsi que des technologies en développement remettent peu à peu en question les paradigmes conventionnels de protection de la propriété intellectuelle.

Cette étude illustre que le futur de la propriété intellectuelle dépend de l'ajustement des outils juridiques aux progrès numériques, tout en essayant de maintenir une balance entre la défense des détenteurs de ces droits et l'encouragement de la création.

Mots-clés : Intelligence artificielle ; Propriété intellectuelle ; Protection des créations

Abstract

Today, intellectual property stands as one of the key legal tools for fostering creativity, innovation, and economic competitiveness. Originally designed to protect such creations, intellectual property rights are undergoing a profound transformation driven by the digital revolution. The emergence of the Internet, digital platforms, is gradually challenging conventional paradigms of intellectual property protection.

This study illustrates that the future of intellectual property depends on adapting legal tools to digital advancements, while striving to strike a balance between protecting rights holders and encouraging creativity.

Keywords: Artificial intelligence, Intellectual property, Protection of creations

INTRODUCTION

Les œuvres intellectuelles, les progrès technologiques; les programmes informatiques, les banques de données, les enseignes commerciales et les créations artistiques forment à présent des ressources pivotantes ayant une valeur économique souvent supérieure à celle des biens physiques. Cependant, la naissance de la révolution numérique déstabilise considérablement cette stabilité⁵⁰⁸¹. Les outils numériques actuels offrent une capacité de multiplicité quasi

5081 Eric Delamotte, Thomas Lamarche et Jean-Benoit Zimmermann, La propriété intellectuelle emportée par le numérique? OpenEdition Journals

immédiate des créations, une distribution globale du contenu à un prix négligeable⁵⁰⁸², et une automatisation de plus en plus importante des procédures créatives par l'intermédiaire des systèmes d'intelligence artificielle générative.

Ces changements remettent en question les principes fondamentaux de la propriété intellectuelle et testent des dispositifs juridiques conçus dans une ère technologique fortement distincte.

Des lors, le sujet revêt un intérêt scientifique considérable. Il encourage à réfléchir sur l'aptitude du droit à soutenir les évolutions numériques tout en gardant les rôles économiques, sociaux culturels habituellement attribués à la propriété intellectuelle. Cette analyse a aussi une implication concrète significative, étant donné que les conflits liés à la contrefaçon numérique, aux canaux de publication, aux informations volumineuses et aux œuvres créées par l'intelligence artificielle sont en pleine expansion.

Ce sujet soulève ainsi une problématique centrale : dans quelle mesure les systèmes classiques de sauvegarde des droits de propriété intellectuelle font-ils face aux transformations provoquées par la révolution numérique, et quels changements législatifs semblent indispensables pour équilibrer la protection des détenteurs de droits, le soutien à l'innovation et le bien commun?

Pour répondre à cette interrogation et pour comprendre tous les défis que pose la révolution numérique, ce travail est structuré en deux parties complémentaires. Dans la première partie, nous verrons les bases, le contexte juridique des droits de la propriété intellectuelle et leurs violations à l'ère du numérique (I). Cette partie souligne les diverses classes de droits sauvegardés et leur violation à l'ère du numérique et étudie les systèmes majeurs, tant nationaux qu'internationaux, qui garantissent leur protection. La seconde se penche sur les changements amenés par l'économie digitale et étudie les enjeux soulevés par les technologies émergentes, avant d'explorer les évolutions possibles du droit de la propriété intellectuelle à l'époque de l'intelligence artificielle (II).

I. LES BASES, LE CONTEXTE JURIDIQUE DES DROITS DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET LEUR VIOLATION À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE

A. Les bases théoriques, les divers types de droit de la propriété intellectuelle et leur violation à l'ère du numérique
Les droits de la propriété intellectuelle représentent deux catégories de droit : la propriété littéraire et artistique et la propriété industrielle.

• La propriété littéraire et artistique composée des droits d'auteurs et des droits voisins

Selon l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), le terme « droit d'auteur » est employé pour désigner les droits dont bénéficient les artistes et écrivains pour leurs œuvres littéraires et artistiques. Les créations sauvegardées par le droit d'auteur sont les ouvrages, créations graphiques, créations musicales, arts picturaux, logiciels numériques, créations promotionnelles... En général les lois ne dressent pas de liste complète des créations couvertes par la protection du droit d'auteur.

Cependant l'impact des outils numériques et des médias sur la conception et l'exploitation des œuvres littéraires et artistiques est considérable. Ainsi, la problématique du droit d'auteur devient de plus en plus compliquée⁵⁰⁸³.

⁵⁰⁸² Anne Bellon, Le hacker et le professeur Mise en débat de la propriété intellectuelle sur Internet aux États-Unis

⁵⁰⁸³ Radia Bernaoui, Éducation Universitaire à l'ère numérique : Propriété Intellectuelle et droit d'auteur, Actes Séminaire Jeunes chercheurs, 23 & 24 Avril 2018, P38

Outre les droits d'auteurs, le concept de droits voisins se réfère à un groupe de droits similaires à ceux du droit d'auteur, attribués à certaines personnes ou entités qui aident à rendre les œuvres disponibles au public. On citera ainsi les artistes interprètes, les entités de média diffusion, les producteurs d'enregistrement sonore⁵⁰⁸⁴.

Cependant, l'ère numérique a considérablement modifié les façons d'exploiter les œuvres et remet en question les théories conventionnelles de la propriété intellectuelle⁵⁰⁸⁵. Les violations évoluent et se manifestent maintenant par plusieurs moyens :

D'une part nous avons le vol numérique; le téléchargement illégal; la diffusion non autorisée sur les réseaux sociaux; l'élimination des mesures techniques protégeant les œuvres numériques contre la reproduction qui représentent des actions qui violent les droits de la propriété littéraire et artistique.

D'autre part nous avons les deepfakes et les créations issues non permises. Ils représentent des falsifications si convaincantes qu'il est impossible de différencier le véritable du faux, à tel point que ces images peuvent exercer une influence considérable sur la société⁵⁰⁸⁶. En effet, les outils d'intelligence artificielle actuels rendent possible la création des vidéos falsifiées; des voix altérées; des images trompeuses pouvant enfreindre les droits d'auteurs⁵⁰⁸⁷.

• La propriété industrielle

La propriété industrielle se fait valoir à travers deux grands groupes. Premièrement elle se focalise essentiellement sur la sauvegarde des signes distinctifs en particulier les marques - qui permettent de différencier les produits ou services d'une entité de ceux qui proviennent d'autres entités – et les indications géographiques permettant la reconnaissance d'un produit comme étant issu d'un endroit spécifique. Deuxièmement, une autre forme de propriété industrielle est défendue dans le but de promouvoir l'innovation technologique. Cela comprend les inventions protégées par des brevets les modèles, secrets commerciaux et dessins.

Cette catégorie est également touchée par l'ère numérique qui engendre de nouvelles questions sur le domaine de la propriété industrielle. Les normes classiques de nouveauté, d'ingéniosité sont remises en question.

Plusieurs atteintes sont visibles avec l'essor des nouvelles technologiques :

D'une part nous avons : la fabrication additive de produits protégés ou l'exploitation illégale de procédés brevetés au sein des logiciels; l'utilisation de publicités payantes mettant en avant la marque d'un concurrent (keyword adversiting) considérée comme une forme de contrefaçon⁵⁰⁸⁸.

D'autre part nous avons : le cybersquatting et le typosquatting qui est l'acte d'inscrire un nom de domaine qui imite une marque réputée dans le but de bénéficier de sa reconnaissance ou de commettre une faute intentionnelle sur le nom de la

5084 Ameur, Abderrahim, Bendahan, Mohamed et Zerouali, Hayat, Le droit d'auteur et les droits voisins dans la filière cinématographique au Maroc : les dispositions réglementaires et les pratiques. Langues et Littératures, 27, P5

5085 OBAMBI Wilfrid Vivien, La propriété intellectuelle à l'ère du numérique en Afrique : Défis et solutions stratégiques

5086 Ludovic Chatenet, Images, mensonges et algorithmes. La sémiotique au défi du deepfake, P3

5087 OMPI, L'IA générative Saisir les enjeux en matière de propriété intellectuelle, Fiche d'information sur la propriété intellectuelle et les technologies de pointe, P13

5088 Se référer à la page suivante : [https://uk.practicallaw.thomsonreuters.com/5-508-2390?transitionType=Default&contextData=\(sc.Default\)&firstPage=true](https://uk.practicallaw.thomsonreuters.com/5-508-2390?transitionType=Default&contextData=(sc.Default)&firstPage=true)

marque et tromper la vigilance des consommateurs⁵⁰⁸⁹. Par exemple <https://www.zaras.com/ma/> au lieu de <https://www.zara.com/ma/>.

B. Les dispositifs nationaux et internationaux des droits de la propriété intellectuelle

• Les dispositifs nationaux

Traditionnellement, chaque système juridique définit les modalités d'acquisition des droits de propriété intellectuelle, leur étendue, leur période et aussi les dispositifs garantissant leur conformité. Cette variété reflète les décisions culturelles, économiques et sociales spécifiques à chaque cadre légal.

Au Maroc, la protection est encadrée par la loi n°17-97 relative à la propriété intellectuelle. En France, elle est organisée par la Loi n°92-597 du 1^{er} Juillet 1992 du code de la propriété intellectuelle. Aux États-Unis, la protection est encadrée par le Copyright Act de 1976, le Lanham Act de 1946 et le Patent Act de 1952. En Côte-d'Ivoire, la protection est encadrée par la loi n°96-564 du 25 juillet 1996 relative à la protection des œuvres de l'esprit et aux droits des auteurs, des artistes-interprètes et des producteurs de phonogrammes et vidéogrammes, Côte-d'Ivoire.

• Les dispositifs internationaux

L'expansion internationale des transactions économiques, suivie de la globalisation des outils numériques a conduit au fil du temps des États à établir un cadre réglementaire international dans le but d'assurer une défense plus homogène des droits de la propriété intellectuelle.

La première convention internationale a vu le jour en 1883 (appliquée en 1884) : La convention de Paris⁵⁰⁹⁰. La convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle représente un jalon crucial dans l'élaboration du droit international de la propriété intellectuelle. Pour la première fois, les États ont consenti à transcender une approche purement nationale afin de définir les règles communes assurant l'encadrement minimal aux étrangers. La Convention souligne trois principes : l'égalité de traitement, le droit de priorité et des règles générales. Selon le principe de priorité, un requérant ayant initialement déposé une demande de brevet ou de marque dans un État membre obtient la possibilité de bénéficier, pendant une période bien définie, d'une priorité de son dépôt dans les autres États signataires. La période est de 6 mois pour les modèles industriels, marques et dessins; 12 mois pour les brevets d'invention⁵⁰⁹¹. Par ailleurs, en ce qui concerne le traitement national, il suppose que chaque État membre est tenu d'offrir aux citoyens des autres États parties une protection équivalente à ses propres ressortissants. Quant aux règles générales, elles concernent quelques indications comme l'indépendance des titres et des recommandations pour la bonne protection des différents types de droit de la propriété intellectuelle⁵⁰⁹².

Cependant, la Convention de Paris reste un mécanisme minimal d'harmonisation. Elle n'établit pas de titre international unique. Les détenteurs de droits sont toujours confrontés à un grand nombre de législations nationales et de compétences judiciaires. Des entreprises novatrices, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME), assument des dépenses significatives pour garantir la protection de leurs innovations dans divers pays. À cette difficulté, s'ajoute les problèmes

5089 OBAMBI Wilfrid Vivien, La propriété intellectuelle à l'ère du numérique en Afrique : Défis et solutions stratégiques

5090 Accords internationaux conclus par l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle (int); JurisPedia, Réseau francophone de diffusion du droit

5091 Résumé de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (1883) – Portail de l'OMPI

5092 Résumé de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (1883) – Portail de l'OMPI

associés aux cyberattaques dont l'impact va bien au-delà de la sphère envisagée par les rédacteurs de la Convention de 1883.

Dans un même élan de protection des droits, trois ans après la Convention de Paris, la Convention de Berne (1886) pour la protection des œuvres littéraires et artistiques voit le jour et constitue un ajout à la structure internationale, énonçant les principes majeurs qui régissent le droit d'auteur⁵⁰⁹³. La Convention est également d'une importance, car elle reconnaît des droits exclusifs aux auteurs et établit un niveau minimal de protection commun pour les États signataires. Elle repose ainsi sur trois principes fondamentaux : le principe du traitement national; le principe de la protection automatique; le principe de l'indépendance de la protection.

Toutefois, ceux qui ont élaboré la Convention n'étaient pas en mesure de prévoir l'émergence des technologies numériques ou même des instruments technologiques génératifs. Avec l'influence des pratiques technologiques, les concepts de diffusion publique, de reproduction ou de représentation connaissent désormais des analyses renouvelées. Par conséquent, de nombreux auteurs estiment que la Convention de Berne, malgré sa remarquable adaptabilité, exige une analyse progressive afin de maintenir sa performance en réponse aux avancées techniques.

II. LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE CONFRONTÉS AUX ÉPREUVES DE LA RÉVOLUTION DIGITALE

A. Les transformations numériques de la propriété intellectuelle

• L'influence d'Internet sur la production et la propagation des œuvres : entre accessibilité et vulnérabilité des privilèges exclusifs

L'ère numérique a radicalement transformé les façons de produire, de diffuser et d'utiliser les actifs immatériels. En effet les technologies modernes facilitent le piratage et pourraient potentiellement diminuer les motivations à investir dans la création⁵⁰⁹⁴. Dès cet instant la sauvegarde ne doit plus seulement viser à protéger l'œuvre elle-même, mais aussi les flux d'informations, les métadonnées, les algorithmes de diffusion et les structures numériques qui déterminent sa disponibilité. Le droit doit faire face à une paradoxale problématique : plus les outils numériques rendent la distribution facile des créations, plus elles compliquent l'application des droits exclusifs.

L'union Européenne a franchi un jalon significatif avec l'implémentation de la directive (UE) 2019/790 concernant le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique. L'article 17 renforce la responsabilité des fournisseurs de services de partage de contenus en ligne lorsqu'ils diffusent des créations protégées à la portée des utilisateurs sans l'accord explicite des détenteurs de droits⁵⁰⁹⁵. Ce développement marque un basculement de paradigme : la sauvegarde de la propriété intellectuelle s'appuie désormais non seulement sur les créateurs mais également sur les acteurs majeurs de l'économie numérique.

En France la Loi du 12 Juin favorisant la diffusion et la protection de la diffusion et la création sur internet⁵⁰⁹⁶ a apporté un nouveau souffle à la législation. Le texte vise principalement à décourager les utilisateurs des téléchargements illégaux d'œuvres. Il institue une méthode de réaction graduée qui va de l'avertissement à la coupure de la connexion internet. De

⁵⁰⁹³ Accords internationaux conclus par l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle (int); JurisPedia, Réseau francophone de diffusion du droit

⁵⁰⁹⁴ INPI – La propriété intellectuelle et la transformation numérique, P 217

⁵⁰⁹⁵ Directive (UE) 2019/790 du parlement européen et du Conseil du 17 Avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE.)

⁵⁰⁹⁶ Loi n°2009-669 DU 12 Juin 2009 favorisant la diffusion et la protection sur internet.

même une Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur l'internet⁵⁰⁹⁷ (HADOPI) a été instauré par la loi. Elle a pour mission d'assurer la répression et la surveillance de la piraterie informatique des créations.

Le droit jurisprudentiel va s'élargir également en mettant un accent sur la question des hyperliens comme acte de transmission au public. Il est ainsi établi que créer un lien hypertexte, de la part de l'opérateur d'un portail, vers un autre portail qui propose des créations illégalement diffusées au public constitue un acte de contrefaçon si cette transmission est effectuée sans l'autorisation du propriétaire de la création⁵⁰⁹⁸.

• L'évolution des textes pour un encadrement efficace des droits de la propriété intellectuelle

La jurisprudence démontre ainsi une progression particulière. Elle a de manière progressive défini les concepts de « communication au public », de « mise à disposition » et de « nouveau public » des plateformes numériques à travers de nombreuses de ses décisions⁵⁰⁹⁹⁵¹⁰⁰⁵¹⁰¹. Elle embrasse une compréhension évolutive des écrits internationaux pour maintenir un haut degré de sauvegarde tout en considérant les particularités technologiques de l'internet. Cette stratégie reflète le désir de garantir la réalisation effective des droits tout en préservant l'innovation technologique et la diffusion ouverte et sans entrave des données.

Néanmoins cette avancée reste partielle. Il devient constamment ardu de concilier les systèmes de territorialité classique avec un réseau globale marqué par la non existence de limites physiques. Une création projetée à partir d'un portail situé dans un pays peut être instantanément consultable dans plusieurs centaines de nations. Les traités de l'OMPI⁵¹⁰² sur internet⁵¹⁰³ régulent la protection dans le cadre du numérique, mais la mise en œuvre et l'intégration aux pratiques actuelles peut être insuffisantes⁵¹⁰⁴.

Selon nous, cette progression met en lumière une métamorphose du droit relatif à la propriété intellectuelle. On ne peut plus le considérer comme un ensemble de droits individuels visant à sauvegarder les auteurs contre les violations. Il doit se transformer en un outil d'administration pour l'économie numérique. Désormais, la sauvegarde des œuvres doit requérir une collaboration constante parmi les pays, les entités internationales, les plateformes digitales, les sociétés technologiques ainsi que les usagers. Ce changement nécessite une nouvelle évaluation des principaux concepts de la propriété intellectuelle en tenant compte des enjeux actuels de la diffusion mondiale de l'information ouverte et du progrès des technologies basées sur l'intelligence artificielle.

Par conséquent, la révolution numérique ne questionne pas la validité de la propriété intellectuelle; elle demande plutôt une révision de ses formes de mise en œuvre. L'efficacité des droits exclusifs repose de moins en moins sur leur

5097 Les compétences, composition et organisation sont énoncées aux articles L331-12 à L 331-22 du code de la propriété intellectuelle

5098 Cour de cassation, civile, Chambre civile 1, 12 juillet 2012, 11-13-669, Publié au bulletin -

5099 CJUE 13 février, Nils Svensson, Sten SJörgren, Madelaine Sahlman, Pia Gadd contre Retriever Sverige AB, C-466/12.

5100 CJUE, 8 septembre 2026, affaire C-160/15, GS Media.

5101 Arrêt de la cour (grande chambre) du 9 mars 2021. VG Bild-Kunst contre Stifung Preubischer Kultubesitz.

Demande de décision préjudicielle, introduite par le Bundesgerichtshof

5102 Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle.

5103 Traités Internet de l'OMPI de 1996 : Le traité de l'OMPI sur le droit d'auteur (WCT) et le traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT).

5104 OBAMBI Wilfrid Vivien, La propriété intellectuelle à l'ère du numérique en Afrique : Défis et solutions stratégiques

reconnaissance légale et plus particulièrement sur leur aptitude à s'adapter à un environnement technologique en perpétuel changement.

Plusieurs textes ont vu le jour afin d'encadrer la propriété intellectuelle face à la révolution numérique :

- « Le traité de l'OMPI sur le droit d'auteur (WCT) »
- « Le traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT) »
- « Le traité de Beijing sur les interprétations et exécutions audiovisuelles »
- « Le traité de Marrakech visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiés »
- « La Directive (UE) 2019/790 du parlement européen et du Conseil du 17 Avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE.) »
- Le règlement (UE) 2022/1925 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2022 relatifs aux marchés contestables et équitables dans le secteur numérique »
- « Le règlement (UE) du Parlement européen et du conseil du 13 Juin 2024, établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle »

B. Les attentes relatives à l'évolution de la propriété intellectuelle à l'ère de l'intelligence artificielle

● **L'intelligence artificielle et la génération automatique de contenu : un challenge aux principes traditionnels de la propriété intellectuelle**

L'apparition de l'intelligence artificielle générative représente l'un des changements numériques les plus marquants des dernières années. A l'opposé des dispositifs digitaux conventionnels qui favorisent principalement la création à la main, les mécanismes d'intelligence artificielle actuels ont la capacité de générer de façon indépendante des écrits, des morceaux de musique, des illustrations, des programmes informatiques, des films, voire des innovations technologiques d'un raffinement considérable; et cela à une rapidité et un prix minime⁵¹⁰⁵. Cette progression questionne de manière substantielle les classifications légales qui ont historiquement structuré la législation de la propriété intellectuelle.

Les avancées en matière de deep learning et de modèles de langage de grande envergure permettent désormais à certaines intelligences artificielles de produire des contenus dont la qualité se confond parfois avec celle créée par un auteur humain. Cette progression suscite une question essentielle : **est-ce qu'une œuvre réalisée avec l'aide d'un système d'intelligence artificielle peut toujours être considérée comme une création de l'esprit au regard de la législation de la propriété intellectuelle?**

C'est dans ce même contexte qu'en Février 2022, le conseil du Copyright Office⁵¹⁰⁶ a affirmé son refus d'enregistrer une création artistique en deux dimensions⁵¹⁰⁷ nommées « A recent Entrance to paradise ». Docteur Thaler, l'initiateur de la requête d'enregistrement, a désigné l'inventeur de cette création en tant que « Creativity Machine », dont il détient la propriété. Il spécifie que l'œuvre a été conçue par une intelligence artificielle sans apport créatif humain et souhaitait

5105 Sylvie Lemieux, IA générative et propriété intellectuelle : les risques à connaître

5106 Se référer au site du Copyright Office via le portail suivant : <https://www.copyright.gov/>

5107 Copyright Review Board; United States Copyright Office; Second Request for Reconsideration for Refusal to Register A Recent Entrance to paradise (Correspondence ID 1-3ZPC6C3 ;#1-7100387071)

l'inscrire comme un « work for fire »; alors qu'une machine ne peut pas conclure de contrat⁵¹⁰⁸. Le comité a ainsi rejeté l'inscription de la création, arguant que le caractère d'auteur humain indispensable pour revendiquer les droits d'auteur n'était pas respectée car aucune justification de l'implication d'un auteur humain dans la démarche artistique n'avait été apportée par Docteur Thaler.

Plusieurs juridictions manifestent leur opposition à l'attribution de la paternité à une intelligence artificielle à l'instar des États Unis (l'Union Européenne et la Suisse)⁵¹⁰⁹.

Par ailleurs, il convient de réexaminer les principes pour différencier les œuvres véritablement indépendantes de celles qui demeurent fortement influencées par la main de l'homme. Cette révision soulignera un intérêt spécifique dans les scénarios où l'intelligence artificielle joue principalement un rôle d'instrument avancé au service d'un créateur humain. Il serait envisageable de considérer une œuvre produite par l'intelligence artificielle comme protégée si les décisions créatives clés – choix des données, rédaction des consignes, direction artistiques et approbation du produit final⁵¹¹⁰ restent attribuables à un individu⁵¹¹¹.

• **La question de la propriété des droits relatifs aux œuvres produites par les systèmes d'intelligence artificielle : une lacune légale révélatrice de l'obsolescence des catégories classiques**

De plus, une autre interrogative cruciale mérite d'être posée : celle relative à la **détermination du détenteur des droits patrimoniaux pour une œuvre produite par l'intelligence artificielle**. La doctrine a suggéré plusieurs solutions. La première réside dans l'attribution des droits à l'utilisateur qui a formulé les instructions (prompts) menant à la création du contenu. La deuxième propose de reconnaître la propriété au créateur ou au fournisseur du système d'intelligence artificielle⁵¹¹².

Une autre interrogation se présente : **jusqu'à quel point l'emploi des données d'entraînement est-il en accord avec les droits exclusifs attribués aux détenteurs?** L'Union Européenne a cherché à fournir une réponse initiale par le biais des dérogations concernant la fouille de texte et de données⁵¹¹³ stipulées dans la directive (UE) 2019/790⁵¹¹⁴. Elle permet sous certaines contraintes⁵¹¹⁵, l'utilisation automatisée d'œuvres protégées dans le but de favoriser la recherche scientifique⁵¹¹⁶.

Par ailleurs, nous estimons, qu'il est essentiel de mettre en place un cadre législatif international garantissant une plus grande clarté des données utilisées pour l'entraînement des dispositifs d'intelligence artificielle. Il serait nécessaire que les programmeurs soient obligés de repérer les principales sortes de contenus utilisés, de suivre les préférences indiquées par les détenteurs de droits et, le cas échéant de mettre en place un système de paiement juste. Un tel progrès aiderait à consolider l'assurance des créateurs sans nuire à l'avancement de l'innovation.

5108 Benhamou, Yaniv; Andrijevic, Ana, Intelligence artificielle générative d'images et droit d'auteur, P21

5109 Benhamou, Yaniv; Andrijevic, Ana, Intelligence artificielle générative d'images et droit d'auteur, P22

5110 Lionel Clément, IA et propriété intellectuelle : ce que dit la loi sur les contenus générés

5111 Benhamou, Yaniv; Andrijevic, Ana, Intelligence artificielle générative d'images et droit d'auteur, P42

5112 Maître Guillaume LE LU, Les droits de propriété intellectuelle liés aux œuvres générées par l'IA

5113 Se référer à l'article L122-5-3 du Code de la Propriété Intellectuelle

5114 Directive (UE) 2019/790 du parlement européen et du Conseil du 17 Avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE.)

5115 Car normalement toute reproduction doit être faite avec l'autorisation du titulaire.

5116 Maître Guillaume LE LU, Les droits de propriété intellectuelle liés aux œuvres générées par l'IA

• **Les NFT et la blockchain : des outils porteurs d'espoir, mais pas suffisamment efficaces en tant que tels**

D'un autre côté l'utilisation de l'intelligence artificielle générative implique de nombreux risques qui vont de la violation des droits de la propriété intellectuelle d'autrui (reproduction d'une œuvre déjà existante) à la violation de ses propres droits (divulgaration des secrets d'affaires d'une entreprise qui insèrent ses informations importantes lors de sa requête envers l'intelligence artificielle car le fournisseur de l'IA stocke et détient toutes les données)⁵¹¹⁷.

Pour cela des instruments prometteurs ont été mis en avant : la blockchain et les NFT. Selon le magazine de l'OMPI, dans les domaines où la propriété intellectuelle prédomine, la blockchain semble offrir des solutions claires pour l'inscription et la protection des droits de la propriété intellectuelle. Elle pourrait être utilisée pour : déterminer la paternité et la provenance d'une œuvre, enregistrement et administration des droits de la propriété intellectuelle, suivi des droits de la propriété intellectuelle qui ne sont pas enregistrés⁵¹¹⁸ etc.

Par ailleurs le même magazine indique que les NFT sont des données numériques pouvant contenir des créations artistiques ou d'autres éléments, comme un clip ou une création artistique. Des lors que le droit d'auteur accorde un droit exclusif sur les créations originales, quiconque souhaite utiliser une copie audio ou une séquence de jeu vidéo dans un NFT doit obtenir l'accord préalable de la personne qui détient les droits d'auteur sur l'œuvre⁵¹¹⁹.

CONCLUSION :

L'analyse des droits de la propriété intellectuelle face à la révolution numérique révèle une vérité essentielle : les transformations numériques actuelles ne remettent pas en question la validité de la propriété intellectuelle, mais soulèvent de sérieuses interrogations sur son application. Avec les conventions internationales initiales du XIXe siècle, avec les conventions internationales initiales, jusqu'aux derniers outils adoptés pour accompagner l'essor de l'économie numérique, le droit de la propriété intellectuelle a toujours eu un but commun : stimuler la création, soutenir l'innovation, et veiller à une rémunération équitable des détenteurs de droits, tout en assurant à long terme la transmission des savoirs pour le bien du public.

La première section de ce travail de recherche a démontré que les bases légales de la propriété intellectuelle gardent une pertinence indéniable. Les différents types de droits demeurent des outils cruciaux pour la valorisation des actifs intangibles. Par ailleurs les différentes conventions ont certes inauguré un cadre normatif assez homogène qui encourage les transactions internationales mais la révolution numérique a instauré de nouvelles méthodes de violations des droits de la propriété intellectuelle.

Cependant la deuxième partie a souligné les contraintes de plus en plus importantes de ce modèle face aux changements provoqués par la révolution numérique. La transition vers le numérique des œuvres, la percée des plateformes digitales, le partage immédiat des contenus et l'émergence de l'intelligence artificielle générative remettent en question les classifications traditionnelles en matière de la propriété intellectuelle. Cette émergence met à l'épreuve les concepts de

⁵¹¹⁷ OMPI, L'IA générative Saisir les enjeux en matière de propriété intellectuelle, Fiche d'information sur la propriété intellectuelle et les technologies de pointe, P7; P9

⁵¹¹⁸ Birgit Clark, Blockchain et droit de la propriété intellectuelle : une combinaison idéale au pays de la cryptographie? Magazine de l'OMPI

⁵¹¹⁹ Andy Ramos, Le métavers, les NFT et les droits de propriété intellectuelle : réglementer ou ne pas réglementer? Magazine de l'OMPI

conception de créateur de reprise, de diffusion publique qui n'avaient pas été envisagées lors de la rédaction des textes fondateurs.

Recommandations : Dans ce contexte, plusieurs directions peuvent être envisagées. Il semble judicieux de favoriser une standardisation mondiale des règles concernant les créations soutenues par l'intelligence artificielle, d'inciter à une transparence accrue sur les données employées, d'établir des systèmes de résolution de conflits spécifiques au domaine numérique et d'intensifier la collaboration entre les structures internationales concernées. L'organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), en collaboration avec l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), les entités régionales et institutions nationales pourrait être un acteur clé dans la définition de normes internationales correspondant aux technologies en évolution.

BIBLIOGRAPHIE :

1. LEGISLATIONS NATIONALES, TRAITES, DIRECTIVES ET CONVENTIONS INTERNATIONALES

- Directive (UE) 2019/790 du parlement européen et du Conseil du 17 Avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE.)
- Traités Internet de l'OMPI de 1996 : Le traité de l'OMPI sur le droit d'auteur (WCT) et le traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT).
- Loi n°2009-669 DU 12 Juin 2009 favorisant la diffusion et la protection sur internet.

2. ARTICLES, REVUES ET CONTRIBUTIONS EN LIGNE

- Andy Ramos, Le métavers, les NFT et les droits de propriété intellectuelle : réglementer ou ne pas réglementer? Magazine de l'OMPI
- Accords internationaux conclus par l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle (int); JurisPedia, Réseau francophone de diffusion du droit
- OMPI, L'IA générative Saisir les enjeux en matière de propriété intellectuelle, Fiche d'information sur la propriété intellectuelle et les technologies de pointe
- Maître Guillaume LE LU, Les droits de propriété intellectuelle liés aux œuvres générées par l'IA
- INPI – La propriété intellectuelle et la transformation numérique, P 217
- Benhamou, Yaniv; Andrijevic, Ana, Intelligence artificielle générative d'images et droit d'auteur, P42
- Lionel Clément, IA et propriété intellectuelle : ce que dit la loi sur les contenus générés
- Radia Bernaoui, Education Universitaire à l'ère numérique : Propriété Intellectuelle et droit d'auteur, Actes Séminaire Jeunes chercheurs, 23 & 24 Avril 2018, P38
- Sylvie Lemieux; IA générative et propriété intellectuelle : les risques à connaître
- OBAMBI Wilfrid Vivien, La propriété intellectuelle à l'ère du numérique en Afrique : Défis et solutions stratégiques
- Résumé de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (1883) – Portail de l'OMPI

3. ARTICLES SCIENTIFIQUES ET ACADEMIQUES

- Ameur, Abderrahim, Bendahan, Mohamed et Zerouali, Hayat, Le droit d'auteur et les droits voisins dans la filière cinématographique au Maroc : les dispositions réglementaires et les pratiques. Langues et Littératures
- Eric Delamotte, Thomas Lamarche et Jean-Benoit Zimmermann, La propriété intellectuelle emportée par le numérique? OpenEdition Journals
- Ludovic Chatenet, Images, mensonges et algorithmes. La sémiotique au défi du deepfake

4. JURISPRUDENCE

- Copyright Review Board; United States Copyright Office; Second Request for Reconsideration for Refusal to Register A Recent Entrance to paradise (Correspondence ID 1-3ZPC6C3 ;#1-7100387071)
- CJUE, 8 septembre 2026, affaire C-160/15, GS Media.
- Arrêt de la cour (grande chambre) du 9 mars 2021. VG Bild-Kunst contre Stifung Preubischer Kultubesitz. Demande de décision préjudicielle, introduite par le Bundesgerichtshof
- Cour de cassation, civile, Chambre civile 1, 12 juillet 2012, 11-13-669, Publié au bulletin -
- CJUE 13 février, Nils Svensson, Sten Sjörgren, Madelaine Sahlman, Pia Gadd contre Retriever Sverige AB, C-466/12

5. SOURCES INSTITUTIONNELLES ET SITES OFFICIELS

- Copyright office <https://www.copyright.gov/>
- OMPI <https://www.wipo.int/portal/fr/>
- Le service public de la diffusion du droit français <https://www.legifrance.gouv.fr/>
- [https://uk.practicallaw.thomsonreuters.com/5-508-2390?transitionType=Default&contextData=\(sc.Default\)&firstPage=true](https://uk.practicallaw.thomsonreuters.com/5-508-2390?transitionType=Default&contextData=(sc.Default)&firstPage=true)

مجلة القانون والأعمال الدولية

International Journal of Law and Business



جامعة الحسن الأول سطات

UNIVERSITÉ HASSAN 1^{er} - SETTAT

www.Droitentreprise.com



مجلة القانون والأعمال الدولية مجلة علمية محكمة حكومية تصدر عن
جامعة الحسن الأول المغرب - مختبر البحث قانون الأعمال -
كلية العلوم القانونية والسياسية - سطات

ISSN:2509-0291 / impact factor 2.998



نشر أكاديمي محكم



معايير دولية



رؤية عالمية



<https://doi.org/10.63585/VLQV1532>

مجلة القانون والأعمال الدولية

VOLUME 11 | ISSUE 05 | NUMBER 66

الإصدار رقم 66 أكتوبر 2026

بمشاركة باحثين وأساتذة من 16 جنسية



محاور الإصدار رقم 66

القانون الجنائي	قانون الأسرة وعلوم الفقه	قانون المال والأعمال	الرقمنة والذكاء الاصطناعي
القانون الرياضي	الشغل والحماية الاجتماعية	العقار والتعمير	المساطر الإجرائية
القانون الدستوري	القانون الإداري	القانون الدولي	القانون البيئي
الدراسات بالفرنسية	الإدارة الصحية بالإنجليزية	الدراسات بالإنجليزية	العلوم السياسية

الإدارة الأكاديمية و النشر :

الاستاذ محمد افقيير

المدير المسؤول :

الدكتور مصطفى الفوري

إدارة التحرير :

الدكتور رياض فخري



ISSN: 2509-0291

impact factor 2.998



www.droitentreprise.com



mforki22@gmail.com



00212687407665



بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

مجلة القانون والأعمال الدولية

Revue internationale du droit des affaires



جامعة الحسن الأول
UNIVERSITÉ HASSAN 1ER



تصدر عن
جامعة الحسن الأول بسطات

مجلة حكومية تابعة لجامعة الحسن الأول بسطات



Mforki22@gmail.com



www.droitentreprise.com



00212687407665

الاعتمادات الدولية والفهرسة



للأرشفة الدولية
وجمالية حقوق المؤلف



مؤسسة
أكبر قاعدة بيانات للمجلات
الدولية المحكمة



دليل دولي للمجلات الأكاديمية
يوفر معلومات موثوقة عن
المجلات والناشرين في
مختلف المجالات



تغطي هذه القاعدة من أكبر
وأوسع قواعد المعلومات
الإلكترونية في المكتبات الأكاديمية



معامل التأثير والاستشهادات
المرجعي العربي
Arab Citation &
Impact Factor



معرف رقمي دائم (DOI)
يستخدم لمحايل المحتوى
الأكاديمي وتسهيل الوصول إليه



منظمة عامة لوثيق لتوثيق
الأنشطة البحثية والعلمية
للأفراد على مستوى عالمي



منصة أكاديمية متخصصة في تجميع
وفهرسة المعلومات البحثية
المحتوى العلمي لزيادة اكتشاف
الأبحاث وربطها



بعمل على تسجيل العقود علي
كيانات البحث وربطها بمعرفها، بما
وبقفا ونقشها واناحة
لستخدامها



معتمدة من طرف
HAL SCIENCE
الخزينة البيفية الفرنسية
للأبحاث العلمي العالمج



قاعدة بيانات بحثية عالمية
اكتشاف الإنتاج العلمي وتتبع
الاستشهادات والروابط البحثية



قاعدة بيانات دولية للفهرسة
وتقييم المجلات العلمية وفق
معايير الجودة الأكاديمية



مكتبة رقمية عالمية تتيح الوصول
إلى الكتب والأبحاث والوثائق
بصيغة إلكترونية



منصة لاكتشاف وإدارة
المصادر والمراجع
العلمية



منظمة ISSN لترقيم
المجلات الدولية المحكمة



قاعدة بيانات فهرسة المجلات
العلمية تشمل: الأبحاث والنشر
(ISSN) وتصنيف ذي المجلات
الفهرسية والمقالات



منصة عالمية تعتمد علي الذكاء
الاصطناعي لاكتشاف الأبحاث
وتحليلها وتوفرها الباحثين
حول العالم



منصة تساعد الأبحاث واعناء مية
التدريس في اكتناش المجلات
المختلفة بمجلات المعامم



قاعدة بيانات العربية لتتبع
الوصول إلى المجلات المجلات
والبحوث الأكاديمية



محرك بحث أكاديمي عالمي
يُدار من جامعة بيلفيلد الألمانية
يعمل على فهرسة الأبحاث العلمية
عالية الجودة من مختلف التخصصات



مؤسسة SCIRP
تصنيف المجلات العلمية الدولي



قاعدة بيانات فهرسة
المجلات الأكاديمية والبحثية
من مختلف التخصصات



من أهم الأنظمة الحديثة للتعريف
بالمواقع العلمية الإلكترونية عبر
منح كل رابط رقماً تعريفياً فريداً



بوابة بحث من الوصول إلى
الأبحاث والبيانات المفتوحة
المتوفرة من مصادر متعددة



ZDB - قاعدة بيانات الدوريات الألمانية
تعد ZDB أكبر قاعدة بيانات للدوريات في ألمانيا،
وتوفر معلومات بيلوغرافية دقيقة حول المجلات
والناشرين، بما في رقم التعريف (ZDB-ID)،
ISSN، اللغات، والتهنات والمفتوح.



المعهد المغربي للإعلام
العلمي والتقني



مؤسسة
قاعدة بيانات المجلات الدولية



Online - Open Access

اللغات: العربية، والإنجليزية



مجلة علمية محكمة
تسهم في نشر الثقافة القانونية والاقتصادية
على المستويين الدولي والوطني

ISSN : 2509-0291
ملف الصحافة : 2017-05



مجلة حكومية
تصدر عن جامعة
الحسن الأول
سطات



تم نشر هذا المؤلف بدعم من

جامعة الحسن الأول بسات دعم البحث العلمي

مجلة القانون والأعمال الدولية

الإيداع القانوني	: ISSN: 2509-0291- 2019 PE0018
ملف الصحافة	: 05 / 2017 ص
الطبع	: دار السلام للطباعة والنشر والتوزيع – الرباط شارع الحسن الثاني زنقة طونكان عمارة 23، رقم 2، ديور الجامع الرباط المغرب
المدير المسؤول	: الدكتور مصطفى الفوري
الهاتف	: 00212-6-87-40-65
البريد الإلكتروني	: Mforki22@gmail.com
الموقع الرسمي للمجلة	: www.droitentreprise.com http://doi.org/10.63585/VLQV1532
رابط DOI لهذا الاصدار	

تخلي أسرة تحرير المجلة مسؤوليتها عن أي انتهاك لحقوق الملكية الفكرية

جميع الحقوق محفوظة لمجلة القانون والأعمال الدولية © 2026

مجلة القانون والأعمال الدولية

منصة علمية دولية محكمة في القانون والأعمال



إدارة هيئة التحرير



أ.د. رياض فخري : مدير مخبر البحث قانون الأعمال جامعة الحسن الأول بسطات
أ.د. طارق مصدق : أستاذ التعليم العالي بجامعة الحسن الأول بسطات

المدير المسؤول



أ.م. مصطفى الفوركي : مخبر البحث قانون الأعمال جامعة الحسن الأول بسطات

نائبة المدير المسؤول



أ.د. منى كامل تربيكي : أستاذة القانون الدولي بكليات الإمارات - محكم دولي

الإدارة الأكاديمية والنشر



أ.د. محمد أفقيير : متخصص في القانون المالي و الضريبي جامعة الحسن الأول بسطات

الإدارة التقنية



أ. محمد أمين اسماعيلي : باحث في العلوم القانونية - الإدارة التقنية

روابط مهمة



الموقع الإلكتروني : www.droitentreprise.com



صفحة المجلة : www.facebook.com/droitentreprise



البريد الإلكتروني : MFORKI22@GMAIL.COM



— جودة علمية .. رؤية دولية .. تأثير مستدام —



جامعة الحسن الأول
UNIVERSITÉ HASSAN 1^{ER}

هيئة تحرير المجلة

قانون الأعمال



- أ.د : رياض فخري : مدير مختبر البحث قانون الأعمال جامعة الحسن الأول بسطات - المغرب
- أ.د : طارق مصدق : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : رشيد الطاهر : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : عبد الكريم عباد : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : منى مسلومي : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : عائشة فضيل : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- أ.د : عز الدين بنستي : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بالدار البيضاء - المغرب
- أ.د : عبد الرحيم شميعة : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب
- أ.د : نادية قايدي : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة - المغرب
- أ.د : نادية النحلي : أستاذة التعليم العالي بكلية الشريعة بفاس - المغرب
- أ.د : زينب الفاسي الفهري : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- أ.د : المصطفى بوزمان : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية السويسي الرباط - المغرب
- أ.د : كريم أعراب : أستاذ التعليم العالي بمجموعة المعهد العالي للتجارة و ادارة المقاولات الرباط - المغرب
- د : ثاني بن علي ال ثاني : عضو محكمة التحكيم التابعة لغرفة التجارة الدولية بباريس ممثلاً دولة قطر - قطر
- د : عالي طوير : أستاذ التعليم العالي مؤهل بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية السويسي - المغرب
- د : سعد بهتي : أستاذ التعليم العالي مؤهل بجامعة ابن زهر اكادير - المغرب
- د : يونس الأزرق الحسوني : أستاذ التعليم العالي مؤهل بجامعة الحسن الأول بسطات - المغرب
- د : فاطمة برتاوش : أستاذة التعليم العالي مؤهلة بجامعة القاضي عياض مراكش - المغرب
- د : دينا إسماعيل أبو زيد : أستاذ مشارك في القانون المدني، قسم القانون الخاص بكلية الحقوق، جامعة الملك عبد العزيز - السعودية
- دة : أمال ناجي : أستاذة التعليم العالي مؤهلة بجامعة محمد الأول بوجدة - المغرب
- دة : ناهض حنان أستاذة باحثة في قانون الأعمال جامعة الحسن الثاني الدار البيضاء - المغرب

القانون المدني



- أ.د : محمد بخنيف : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- أ.د : منير مهدي : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بالرباط - المغرب
- أ.د : زينب تاغيا : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة - المغرب
- أ.د : أمينة أيت حسين : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- أ.د : سعاد الزروالي : أستاذة القانون المدني بكلية الحقوق جامعة ظفار سلطنة عمان
- أ.د : ياسين المفقود : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و السياسية سطات - المغرب
- أ.د : نادية أيوب : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- د : محمد الحبيب بداع : أستاذ التعليم العالي مؤهل بجامعة القاضي عياض - المغرب
- د : مريم خراج : أستاذة التعليم العالي مؤهلة بجامعة محمد بن عبد الله - المغرب
- د : نهله أحمد فوزي : أستاذ القانون المدني المساعد بكلية إدارة الأعمال قسم القانون جامعة الحدود الشمالية - المملكة العربية السعودية
- د : سيف هادي عبدالله الزويني : أستاذ القانون المدني بكلية الحقوق - جامعة النهرين - العراق
- د : أسماء مصطفى عبد القادر غنيمات : أستاذة بكلية الحقوق جامعة البلقاء التطبيقية - المملكة الاردنية الهاشمية
- د : أحمد سمير الصوفي : أستاذ القانون المدني بكلية العلوم السياسية /جامعة كركوك - العراق
- د : عبدالرازق وهبه سيداحمد : أستاذ القانون المدني المساعد كلية الدراسات الانسانية و الادارية كليات عنبزة - السعودية
- د : رجائي عبد الرحمن عبد القادر عوض : أستاذ قانون المرافعات المساعد جامعة اوروك بغداد - العراق
- د : عمار شاكر محمود فيصل : أستاذ القانون المدني - جامعة تكريت - كلية القانون - العراق
- د : يوسف كبيطي : أستاذ محاضر بكلية العلوم القانونية و السياسية جامعة شعيب الدكالي الجديدة - المغرب





هيئة تحرير المجلة



القانون العقاري و الأسرة



- أ.د : ادريس الفاخوري: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : ادريس بلحساني : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : محمود ميسين: أستاذ التعليم العالي بجامعة ابن زهر أكادير - المغرب
- د : ياسين الكعيوش: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- د : محمد بومدين: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب
- د : محمد خلوقي : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسطات - المغرب
- د : يونس الحكيم : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب
- د : حسناء جبران: أستاذة التعليم العالي بجامعة محمد الخامس - الرباط - المغرب

القانون الجنائي



- أ.د : الرشيد سيد حسن محمد: عميد سابق بكلية القانون جامعة الخرطوم , أستاذ مشارك بنفس الجامعة - السودان
- أ.د : علي بن خلفان بن علي الهنائي : أستاذ القانون الجنائي المشارك ورئيس قسم علوم الشرطة بكلية الشرطة بأكاديمية السلطان قابوس - سلطنة عمان
- أ.د : عبد الرحمن أسامة : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : خدوج فلاح : أستاذة التعليم العالي بكلية القانون والعلوم السياسية - بسطات - المغرب
- أ.د : بناصر حاجي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : أحمد العلالي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بوجدة- المغرب
- أ.د : حسن الحريية : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس- المغرب
- أ.د : شعبان محمود محمد الهواري : أستاذ القانون الجنائي المشارك كلية القانون - جامعة خليج السدرة - ليبيا
- أ.د : نعمان عطا الله الهيّتي : أستاذ القانون بكلية القانون جامعة الشارقة - الامارات العربية المتحدة
- د : ابراهيم الغندور: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- د : ابراهيم أشويعر: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية مراكش - المغرب
- د : فيصل كرمات : أستاذ التعليم العالي بجامعة المولى اسماعيل - مكناس - المغرب
- د : عبد الواحد الدافي : أستاذ التعليم العالي بجامعة شعيب الدكالي - المغرب
- د : عبير حمدي محمد حسن : أستاذة القانون الجنائي مساعد - جامعة الملك عبد العزيز - المملكة العربية السعودية
- د : عبداتي الزيوكاي : أستاذ التعليم العالي بجامعة المولى اسماعيل - مكناس - المغرب
- د : أحمد اسامل كامل حسنية : أستاذ قانون الاجراءات الجزائية المساعد بكلية الحقوق جامعة ظفار - سلطنة عمان

قانون الشغل



- أ.د : عبد اللطيف الخالفي : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- أ.د : فاطمة حداد : أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بسلا - المغرب
- د : أمينة رضوان : رئيسة مجلة الرائدة في العلوم القانوني - المغرب
- د : لطيفة جبران: أستاذة التعليم العالي مؤهلة بكلية العلوم القانونية و الاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب



هيئة تحرير المجلة

قانون المعاملات الالكترونية



- أ.د : بشرى النبية : أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس - المغرب
- أ.د : هشام البخفاوي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية جامعة ابن زهر اكادير- المغرب
- أ.د : عبد الوهاب المعمري: أستاذ القانون / مساعد العميد لشؤون الجودة جامعة الاسراء - الاردن
- د : ضياء علي احمد نعمان : أستاذ زائر بكليات الحقوق بالمغرب
- د : محمد بومديان : أستاذ محاضر بجامعة المولى اسماعيل بمكناس - المغرب

القانون الضريبي



- أ.د : عبد القادر تيعلاتي: عميد سابق بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسطات-المغرب
- أ.د : أحمد العلالي : عميد كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بطنجة - المغرب
- أ.د : محمد السيد عطية ببيرس : أستاذ القانون بكلية العلوم والدراسات الانسانية بالدوامي جامعة شفاء الامارات العربية المتحدة
- أ.د : إبراهيم أحطاب : أستاذ التعليم العالي بجامعة ابن زهر - أكادير - المغرب
- أ.د : محمد محمد عبد اللطيف : أستاذ القانون العام كلية الحقوق جامعة المنصورة مصر

القانون الإداري و الدستوري



- أ.د : ثامر محمد رخيص حسين : رئيس فرع القانون العام بكلية القانون جامعة الكوفة - العراق
- أ.د : عمر عبد الله عمر أمبارك : أستاذ مشارك بجامعة سرت - ليبيا
- أ.د : اكرامي بسيوني عبد الحي خطاب : أستاذ بجامعة شقراء - المملكة العربية السعودية
- أ.د : هالة علي : أستاذ مشارك في القانون الاداري - كلية الحقوق جامعة الاصاله - المملكة العربية السعودية
- أ.د : باسل علي عباس: أستاذ القانون باللغة الانجليزية - جامعة القادسية - العراق
- أ.د : الميلود بوطريكي أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بوجدة -المغرب
- د : ميثم منفي كاظم العميدي : أستاذ مساعد - جامعة الكاظم - العراق
- د : يونس مليح : أستاذ التعليم العالي بالكلية المتعددة التخصصات الرشيدية - المغرب
- د : ليلى طوير: أستاذة القانون العام بجامعة الحسن الثاني الدار البيضاء
- د : ميثم منفي كاظم العميدي أستاذ مساعد في قسم القانون اقسام بابل جامعة الكاظم العراق
- د : ولاء خليل حسين قديمات : أستاذة العلوم السياسية/جامعة الخليل - فلسطين

القانون الدولي و العلوم السياسية



- أ.د : العميد : وسام نعمت ابراهيم السعدي : عميد كلية الحقوق جامعة الموصل - العراق
- أ.د : منى كامل تركي : أستاذ القانون بكليات الحقوق - بالإمارات العربية المتحدة
- أ.د : محمد بوبوش : أستاذ التعليم العالي بالكلية المتعددة التخصصات بالناظور - المغرب
- أ.د : عبد الوهاب كريم : أستاذ التعليم العالي جامعة قابوس - سلطنة عمان
- أ.د : النذير صالح الخليفة عباس : أستاذ القانون الدولي بكليات العيزة الأهلية المملكة العربية السعودية
- أ.د : احمد ناصر حسين العيساوي : تدريسي في جامعة القاسم الخضراء أختصاص قانون دولي - العراق
- د : سعد عبدالله الجعدان : دكتور في القانون الدولي

العلوم الأمنية و الاستراتيجية



- أ.د : عبد القادر تيعلاتي: أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسطات-المغرب

الرقمنة و التدبير



- د : ضياء نعمان: أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمراكش - المغرب
- د : حنان الانصاري : أستاذة التدبير بجامعة القاضي عياض مراكش - المغرب
- د : مصطفى خياطي : أستاذ محاضر بجامعة الحسن الثاني الدار البيضاء - المغرب





الهيئة الاكاديمية و النشر



مجلة القانون والأعمال الدولية

- | | |
|---|---|
| <p>د. محمد دحاني : دكتور في القانون العام</p> <p>د. الهام سربوتي : دكتورة في القانون الخاص</p> <p>د. سماعيلي مصطفى : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. عبد الله المخلوق : دكتور في القانون العام</p> <p>د. محمد المعروفى : دكتور في العلوم القانونية و السياسية</p> <p>د. عبد اللطيف ازيور : دكتور في القانون العام</p> <p>د. محمد الحليمي : دكتور في القانون الخاص</p> <p>ذ. يونس الصالحي : باحث بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. حمزة جابر : باحث بصف الدكتوراه بجامعة ابن زهر أكادير</p> <p>ذ. محمد حفو : باحث في سلك الدكتوراه بكلية الحقوق وجدة</p> <p>ذ. وصال الشرقي : باحثة بصف الدكتوراه بكلية الحقوق السويسي</p> <p>ذ. دينيشي يونس : باحث بصف الدكتوراه بكلية الحقوق بسطات</p> <p>ذ. خديجة جليلي : باحثة بصف الدكتوراه بدار الحديث الحسنية</p> <p>د. عبد الكريم بالهدي : دكتور في القانون الخاص</p> <p>ذ. فاطمة أفقير : محامية بهيئة أكادير</p> <p>ذ. التوزاني محمد : باحث بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. عمر الفطواكي : دكتور في القانون الخاص</p> <p>ذ. حللمي سعيدة : باحثة بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. المهدي البوعزيزي : باحث بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. الخضراوي عبد الهادي : باحث بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. ايمان مجدوب : باحثة بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. بسمة خروبي : باحثة بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. مجن محمد : باحث بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. هاجر جيور : باحثة بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. هاجر ماحي : باحثة بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. رشيد الدغور : باحث بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. صفاء خلوقي : باحثة بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. عبد الواحد الركيكلي : باحثة بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. مجن محمد : باحث بصف الدكتوراه</p> <p>ذ. مصطفى رمضان عبد القادر
مدرس مساعد بجامعة دهوك التقنية - معهد ناكري -
ممثل المجلة في العراق</p> <p>ذ. عادل عبد الله عزيز
مدرس بجامعة التقنية الشمالية . الكلية التقنية
الادارية الموصل العراق</p> <p>ذ. باسل علي عباس
أستاذ بجامعة القادسية - العراق</p> <p>د. محمد حمدي عبد العليم علا -
كلية الحقوق جامعة طنطا مصر</p> | <p>د. الحسن اليوسي : دكتور في الحقوق إطار بوزارة الاقتصاد و المالية</p> <p>د. هشام بلخنفر : محام بهيئة اكادير - دكتور في الحقوق</p> <p>د. أسماء مقاص : دكتورة في الحقوق - مسؤولة العلاقات العامة بالمجلة -</p> <p>د. حكيمة مؤذن : دكتورة في العلوم القانونية والسياسية</p> <p>د. محمد بلحاج الفحصي : دكتور في الحقوق</p> <p>د. يوسف تملكوتان : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. نبيل لبيب : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. المهدي بوي : دكتور في الحقوق</p> <p>ذ. قمرية قباب : دكتورة في القانون الخاص</p> <p>د. خالد هيدان : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. يوسف كييطي : دكتور في القانون الخاص</p> <p>ذ. حيدا عز الدين : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. معاذ الخيار : دكتور في القانون الخاص</p> <p>ذ. محمد أويالاك : محام بهيئة الرباط</p> <p>ذ. نبيل سدري : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. بيشا حسان : دكتور في القانون الخاص</p> <p>ذ. مريم زان : دكتورة في القانون العام</p> <p>د. هودي لمخايل : دكتورة في القانون الخاص</p> <p>د. معاذ الخيار : دكتور في القانون العام</p> <p>د. فضيل ناصري : دكتور في البلاغة و تحليل الخطاب</p> <p>د. عبد المغيث الحاكمي : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. عبد الاله شني : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. فردوس القاسمي : دكتورة في القانون الخاص</p> <p>د. يوسف ايت اعمر : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. زكرياء بليلاچ : دكتور في القانون العام و العلوم السياسية</p> <p>د. محمد الادريسيس حسني : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. عبد العزيز الهلالي : دكتور في القانون العام و العلوم السياسية</p> <p>د. محمد عبد الجليل الشيخ القاضي : دكتور في الحقوق -
رئيس مركز نواكشوط للدراسات القانونية و الإجتماعية</p> <p>د. محمد يحظيه ولد البكاي : دكتور في الحقوق -
ممثل المجلة في موريتانيا</p> <p>د. الريكاظ لحسن : دكتور في القانون الخاص</p> <p>د. كوثر الرفاعي : دكتورة في القانون الخاص</p> <p>د. فاطمة امراج : دكتورة في القانون العام و العلوم السياسية</p> |
|---|---|



28	الابتكار في البحث العلمي المدعوم بالذكاء الاصطناعي الوكيل الاتجاهات والتطبيقات والتحديات الناشئة الدكتورة: خلود محمد النجاوي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - الإمارات العربية المتحدة
46	الحق في الخصوصية الرقمية وأثر انتهاكه في قيام المسؤولية المدنية والجزائية في التشريع العماني الدكتور: نزار حمدي قشطة رئيس قسم القانون العام - كلية الحقوق - جامعة الشرقية (محافظة الشرقية - سلطنة عمان) المحامي: إبراهيم بن خلفان السليمي محام وباحث في القانون العام - كلية الحقوق - جامعة الشرقية (محافظة الشرقية - سلطنة عمان)
68	التضليل السيبراني وهندسة الإدراك الرقمي: نحو إعادة بناء الحماية القانونية لنزاهة المعلومات والسيادة الإدراكية في عصر الذكاء الاصطناعي الدكتور: يونس مليح أستاذ محاضر مؤهل بجامعة مولاي إسماعيل - مكناس - كلية العلوم القانونية والسياسية بالرشيدية عضو فريق البحث في الدراسات القانونية والاجتماعية والسياسية
82	الذكاء الاصطناعي وتطبيقاته في المجال الشرطي: دراسة تحليلية في ضوء التجربة الإماراتية والممارسات الدولية الدكتور: خالد عبد الله الزعابي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - أبو ظبي
94	أثر التحول الرقمي على كفاءة اتخاذ القرار الإداري: دراسة تطبيقية على مؤسسة أطباء بلا حدود في قطاع غزة الدكتور: أحمد فرج أحمد أبو جزر أستاذ مساعد في تخصص إدارة الأعمال - جامعة فلسطين - قطاع غزة
111	حماية الأطفال من الاستخدام الرقمي الإشكالي دراسة مقارنة للسياسات التشريعية والتنظيمية والوقائية في الإمارات والمملكة المتحدة وأستراليا الباحث : علي حمود حمدان النعيمي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - الإمارات العربية المتحدة
130	الذكاء الاصطناعي وإشكالية المحتويات الزائفة الدكتورة: سميرة أصبان دكتورة في القانون العام والعلوم السياسية - جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء
142	حدود حرية النشر عبر منصات التواصل الاجتماعي في مواجهة حق الطفل في الخصوصية: دراسة تحليلية مقارنة في التشريع القطري الباحث: سعود عبد العزيز البوهاشم السيد باحث متخصص في العلوم القانونية
158	الوساطة الإلكترونية في تسوية المنازعات الدكتورة: نبيلة الغشيم دكتوراه في القانون الخاص

167	إمكانات توظيف الذكاء الاصطناعي التوليدي في تصميم استراتيجيات تعلم تكيفية لتعزيز الوعي بالأمن السيبراني - دراسة تحليلية المقدم الدكتورة : بدرية علي الحوسني عضو هيئة تدريس في كلية الشرطة/ دولة الإمارات العربية المتحدة والطالب الباحث : عبدالله محمد عمر القاسمي
188	حماية المعطيات الشخصية بالمغرب في ظل تصاعد التهديدات السيبرانية: مقارنة قانونية تقنية لتحقيق التوازن بين الأمن والخصوصية الباحثة : حسناء الشقوري باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية بطنجة - جامعة عبد المالك السعدي
204	التحيز الخوارزمي في القرارات الإدارية المبنية على خوارزميات الذكاء الاصطناعي: دراسة تحليلية مقارنة الباحثة: مشاعل عابد الحربي طالبة ماجستير - قسم القانون العام - كلية الحقوق - جامعة الملك عبد العزيز - المملكة العربية السعودية
233	الحماية الجنائية للأنظمة الذكية والمعلوماتية في التشريع القطري: دراسة تحليلية الباحث: تميم ياسر عبد الله محمد البلوشي باحث متخصص في العلوم القانونية
252	الرقمنة والتواصل السياسي: الفرص والتحديات الباحث: رضوان النكادي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس الباحث يوسف الإدريسي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس تحت إشراف الأستاذ الدكتور: محمد فقيهي أستاذ التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بفاس، تخصص القانون الدستوري وعلم السياسة
265	قانون الضمان الاجتماعي في مواجهة التحديات الرقمية والاجتماعية الباحثة فرح الزوجال باحثة بسلك الدكتوراه القانون الخاص - مختبر القانون والمجتمع والرقمنة - جامعة عبد المالك السعدي بطنجة
279	توظيف تقنية البلوك تشين في إجراءات الترخيص التشغيلي للاستثمار الأجنبي بالمملكة العربية السعودية الدكتور : علاء الدين محمد سيد محمد أبو عقيل أستاذ القانون الإداري المشارك - كلية الحقوق - جامعة الملك عبد العزيز
304	رقمنة السجل التجاري في القانون المغربي والمقارن: قراءة في الإطار القانوني ومستجدات الإصلاح الدكتور : عبد الحميد اشتوك دكتور في القانون الخاص - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادير - جامعة ابن زهر -
319	أثر الاقتصاد الرقمي في جذب الاستثمار الأجنبي المباشر: دراسة مقارنة بين فلسطين ومصر (2008-2024) الباحث: هشام عبد الكريم إبراهيم الكحلوت باحث دكتوراه - قسم الاقتصاد - جامعة البطانة

التحول الرقمي في مجال الشركات التجارية الباحث: أيوب بنقاسم طالب باحث بسلك الدكتوراه في القانون الخاص جامعة محمد الخامس بالرباط - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال - مركز دراسات الدكتوراه في القانون والاقتصاد تحت إشراف الدكتور: علال فالي أستاذ التعليم العالي، كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال، جامعة محمد الخامس، الرباط.	334
عيوب الإرادة في العقود الإلكترونية - بين كفاية القواعد التقليدية و متطلبات الثقة الرقمية - الباحثة : فاطمة الزهراء جبارة طالبة باحثة بسلك الدكتوراه	343
• محور قانون المال و الأعمال	
الحماية الجنائية للاستثمار الأجنبي في المملكة العربية السعودية في ضوء رؤية 2030 الأستاذ الدكتور: شاكر بن مقبل العصيمي أستاذ القانون الجنائي المشارك - عميد كلية العدالة الجنائية وعلوم الجريمة جامعة نايف العربية للعلوم الأمنية - الرياض - المملكة العربية السعودية	365
رهن السندات في القانون الموريتاني دراسة تحليلية مقارنة في ضوء إصلاح الضمانات المنقولة الدكتور: العالم الحسن عالي أستاذ متعاون بكلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة نواكشوط	375
الآثار القانونية المترتبة على فسخ عقد التأمين الصحي وفقا للقواعد الخاصة بعقود التأمين في التشريع الأردني الدكتور: فيصل موسى الحباري أستاذ مساعد - كلية الحقوق، قسم القانون الخاص - جامعة الإسراء - عمان، الأردن الدكتور: علي محمد الزعبي أستاذ القانون المدني - كلية الحقوق، قسم القانون الخاص - جامعة الإسراء - عمان، الأردن	385
الالتزامات القانونية الناشئة عن العقود التجارية في ظل التحول الرقمي في الأردن (دراسة تطبيقية على عقود البيع الإلكتروني والخدمات الرقمية) الأستاذ الدكتور: عبد الله حميد الغوييري أستاذ القانون التجاري المشارك - جامعة لوسيل - قطر الدكتور: أسعد خليفة سلمان بني حسن أستاذ القانون التجاري المساعد - نقابة المحامين الأردنيين الأستاذ الدكتور: عثمان النور عثمان الحاج أستاذ القانون التجاري المشارك - جامعة لوسيل - قطر	401
دعوى المنافسة غير المشروعة كوسيلة لحماية العلامة التجارية: دراسة مقارنة الدكتور: مولاي أحمد سالم أستاذ متعاون بجامعة نواكشوط - موريتانيا	419
البيانات الشخصية كعنصر في الأصل التجاري: إشكالية التوفيق بين تسليع الزبناء وحماية المعطيات الشخصية الدكتورة: إيمان التيس أستاذة باحثة بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - جامعة مولاي إسماعيل - مكناس	435

آليات تحديد خصوم المرافعة من طرف جهاز السنديك الدكتور: جمال حميدا دكتور في القانون الخاص	441
مسطرة الإعفاء في قانون المنافسة المغربي والفرنسي الباحثة: غيثة الدريوش طالبة باحثة بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكدال - جامعة محمد الخامس بالرباط تحت إشراف الأستاذة الدكتورة: بشرى النية أستاذة التعليم العالي بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكدال - جامعة محمد الخامس بالرباط	451
آليات تحسين مناخ الأعمال بين تنزيل النموذج التنموي الجديد وقانون الإطار للإصلاح الجبائي الباحث: عبد المجيد زيان باحث بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية المحمدية - جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء	461
خصوصية التنفيذ على أسهم شركات المساهمة المدرجة بالبورصة الباحث: ادوحسين المحفوظ باحث بسلك الدكتوراه - مختبر القانون والمجتمع، تكوين الدكتوراه في العلوم القانونية والسياسية - جامعة ابن زهر أكادير	475
فعالية الضمانات العينية المقيدة في مواجهة مساطر صعوبات المرافعة: دراسة تحليلية في ضوء التشريع المغربي الباحث: عبد العالي الزنافري طالب باحث بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة ابن طفيل القنيطرة	489
الوساطة بين القانون 95.17 و قانون المسطرة المدنية الدكتورة نهال اللواح أستاذة جامعية بكلية الحقوق بطنجة الكاتبة العامة للمركز المغربي للتحكيم ومنازعات الأعمال رئيسة تحرير المجلة المغربية للتحكيم العربي و الدولي	503
مسؤولية الناقل البحري في ضوء الاتفاقيات الدولية والنظام البحري التجاري السعودي: دراسة تحليلية مقارنة الباحثة : منار محمد الغامدي باحثة ماجستير في القانون الخاص، كلية الحقوق، جامعة الملك عبدالعزيز تحت إشراف الدكتورة : هادية أحمد بالخير أستاذ مشارك في القانون التجاري، كلية الحقوق، جامعة الملك عبدالعزيز	508
حدود سلطة المحكم في التحكيم التجاري الدولي الباحثة : عفاف صبار طالبة في سلك الدكتوراه جامعة القاضي عياض مراكش	544
أثر استراتيجيات ريادة الأعمال على التعليم الجامعي لدى الجامعات الفلسطينية في المحافظات الجنوبية الفلسطينية الباحث : مروان محمد ثابت مشتهى باحث أكاديمي-تخصص إدارة الأعمال	556

• محور قانون الأسرة وعلوم الفقه

577	حماية النسب واستقرار الأسرة من المخاطر الرقمية: دراسة موضوعية ومقاصدية معمقة لاختبارات الأنساب التجارية في ضوء مدونة الأسرة المغربية الدكتورة: سناء المتدين أستاذة زائرة بكلية العلوم القانونية والسياسية بطنجة
588	منهج الإمام البيضاوي في ضوء القراءات القرآنية: دراسة تحليلية الباحث: بلال جبر خميس عماد محاضر أكاديمي غير متفرغ بالجامعة الإسلامية - قطاع غزة
601	منظومة القيم الصوفية ورهان النموذج التنموي المغربي: مقارنة قانونية مؤسسية الباحث: عبد الإله ذهبي طالب باحث بسلك الدكتوراه جامعة سيدي محمد بن عبد الله - ظهر المهرز - فاس - المغرب
621	فتاوى الإمام ابن باز الفقهية الواردة في كتاب مجموع فتاوى الإمام ابن باز (زكاة الفطر) الباحث: عمرو زهير محمود نوفل باحث في العلوم الشرعية والإسلامية

• محور القانون الجنائي

638	الضمانات الجنائية الإجرائية للدليل الرقمي - دراسة مقارنة الدكتور: إبراهيم عبد الصمد صالح البلوشي عضو هيئة التدريس بكلية الشرطة - دولة الإمارات العربية المتحدة
658	المسؤولية الجنائية الدولية عن "التحريض الألي" على الإبادة الجماعية الدكتور: علي ناجي صالح الأعوج الأستاذ المشارك بقسم القانون الدولي العام - كلية الشريعة والقانون - جامعة صنعاء
714	التفتيش الجنائي على ضوء قانون المسطرة الجنائية الجديد 03.23 الدكتورة: سكينه غزاوي دكتورة في القانون الخاص أستاذة زائرة بكلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة الحسن الأول بسات
727	سرقة القوى المحرزة الباحث نور الدين طارق الرجبي باحث بسلك الدكتوراه
742	المصادرة والإجراءات التحفظية في مكافحة غسل الأموال الباحث: الجازي الكبيسي كلية القانون - جامعة لوسيل - دولة قطر
757	دور مبدأ إقليمية القانون الجنائي في تحديد الاختصاص القضائي للجرائم الإلكترونية الباحث: المهدي لهبي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية السويسي - الرباط

764	المحكمة الجنائية الدولية: حدود العدالة الجنائية في ظل التوازنات السياسية الدولية - دراسة تقييمية الباحثة: فلة رياض هاشم أبو الرب شعبة القانون العام والعلوم السياسية - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية السويسي - الرباط
781	مدى ارتباط جريمة الفساد بغسل الأموال دراسة تحليلية على ضوء اتفاقيتي غسل الأموال ومكافحة الفساد الأستاذة الباحثة: روضة محمد علي العبد الله جامعة لوسيل - دولة قطر
795	الحماية الجنائية للبيانات الشخصية في قطر الباحث: صالح فرج صالح مبارك التركي باحث متخصص في العلوم القانونية والجنائية
808	دور النيابة العامة في جرائم الشيك الباحث: هشام حدادي باحث بسلك الدكتوراه في كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمكناس
● محور القوانين المسطرية و الاجرائية	
825	الحماية القانونية للمتطوع في دولة الإمارات العربية المتحدة (دراسة تحليلية مقارنة في ضوء التشريع الاتحادي والتنظيم المحلي في إمارتي دبي وأبوظبي) الدكتور: عبد الله سالم محمد فاضل الحضرمي عضو هيئة التدريس - كلية الشرطة وزارة الداخلية - دولة الإمارات العربية المتحدة
837	مبدأ سلطان الإرادة في العقد وحدوده في ظل التدخل التشريعي - دراسة في ضوء قانون الالتزامات والعقود والنصوص ذات الصلة - الدكتور: محفوظ أحمد سيد عبد الله دكتور في القانون الخاص
853	إشكالية التضخم التشريعي وأثره على الأمن القانوني الدكتور: أمحمد الأحمد دكتور في العلوم القانونية والسياسية أستاذ زائر بجامعة محمد الخامس بالرباط - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية السويسي
867	نظام الضمان في التشريع الجمركي بالمغرب الدكتور: عجان عزيز دكتور في القانون الخاص - تخصص العلوم الجنائية
887	الإلغاء الاستباقي للعقد كآلية لمواجهة خطر الإخلال المتوقع - دراسة مقارنة الباحثة: تمارا سعد مغامس باحثة بسلك الدكتوراه تخصص: القانون الخاص - الجامعة الإسلامية في لبنان
907	التدخل القضائي في تأويل العقد الاستهلاكي: بين أسس حماية التوازن وحدود الأمن التعاقدية. الباحثة: دعاء الشلي باحثة بسلك الدكتوراه

التسليم في العقود العينية: دراسة في المفهوم والطبيعة والوظائف في التشريع الموريتاني الدكتور : مولاي عبد الرحمن اد/ مولاي إسماعيل دكتور في القانون الخاص	919
سبب رفع دعوى إشهار إفلاس المدين في المدارس القانونية المعاصرة والشريعة الإسلامية "دراسة فقهية تطبيقية تطبيقاً على النظام القانوني السوداني" الدكتور: سامي عبد الحميد إبراهيم أحمد الأستاذ المشارك بكلية الحقوق جامعة الملك فيصل المملكة العربية السعودية وكلية الشريعة جامعة القرآن الكريم والعلوم الإسلامية-السودان.	931
• محاور قانون العقار و التعمير	
التنظيم القانوني للمعاملات العقارية ذات الطابع التجاري في المملكة العربية السعودية: نحو منظومة تشريعية مستدامة الدكتورة : زبيدة عبد الهادي اتييم كلية القانون - جامعة الأمير سلطان	959
الرهن العقاري بين الفقه المالكي والقانون الموريتاني الدكتور: محمد الأمين أحمد أستاذ متعاون بجامعة نواكشوط	980
دور فقه المحافظة العقارية في تكريس ضوابط النظام العام التعاقدية الدكتور: عبد الهادي رشدي دكتور في الحقوق عضو مركز الرحامنة للأبحاث والدراسات القانونية والاجتماعية والإنسانية أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بمكناس - المغرب	997
توثيق التصرفات الواردة على تقسيم العقارات: دراسة تحليلية في ضوء القانون 25.90 الباحث: الحسن أندوري باحث بسلك الدكتوراه في القانون الخاص - الكلية المتعددة التخصصات بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس الدكتورة: ابتسام علمي أستاذة باحثة في القانون الخاص - الكلية المتعددة التخصصات بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس	1031
القرارات السلبية للمحافظ على الأملاك العقارية في مسطرة التحفيظ العقاري: بين سلطة الإلغاء والرفض وضمانات المشروعية الباحثة: كوثر الغزال طالبة باحثة بسلك الدكتوراه - كلية العلوم القانونية والسياسية بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس الأستاذة الدكتورة: ابتسام علمي أستاذة محاضرة مؤهلة - كلية العلوم القانونية والسياسية بتازة - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس	1047
تطبيقات الخبرة في منازعات العقار ورقابة القضاء عليها الباحث: سفيان شايب باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال - جامعة محمد الخامس بالرباط	1065

1083	المرأة السلالية ورهان التنمية المستدامة وفق القوانين الجديدة الباحث: مصطفى بن لغريسي طالب باحث بسلك الدكتوراه - الكلية المتعددة التخصصات بالرشيدية - جامعة مولاي إسماعيل مكناس الدكتور: عبد العالي لعديري أستاذ باحث - الكلية المتعددة التخصصات بالرشيدية - جامعة مولاي إسماعيل مكناس
1094	المكانة الجديدة للمرأة السلالية بين حيف الأعراف وتدخل القانون الباحثة: إيمان فضلي طالبة باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية عين السبع - جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء مختبر الهندسة متعددة التخصصات للأعمال والمهارات الناعمة والتدبير والقانون (LIASMAD) محامية بهيئة المحامين بسات
	• محور قانون الشغل و الحماية الاجتماعية
1110	اختراعات الأجراء: أية مقارنة قانونية لحماية حقوق أطراف عقد الشغل؟ الدكتورة: نادية المشيشي أستاذة باحثة في قانون الأعمال كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية أكادال - جامعة محمد الخامس بالرباط
1122	كرونولوجيا الاجتهاد القضائي بشأن الطبيعة القانونية لمسطرة الفصل بسبب الخطأ الجسيم (دراسة تحليلية نقدية) الدكتور: رشيد الزعيم دكتور في القانون الخاص - جامعة محمد الخامس بالرباط كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - سلا
1134	مفتشية الشغل بين الرقابة والوساطة في منازعات الشغل الباحثة : شيماء الجباري الحسني باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - عين السبع، جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء الدكتورة: ابتسام بلحداد أستاذة التعليم العالي - كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - عين السبع، جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء
1146	التعليم التقني والمهني وتمكين المرأة في فلسطين: دراسة حالة في الكلية الجامعية الذكية للتعليم الحديث الباحثة : آسيا القواسمي باحثة بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بطنجة - جامعة عبد المالك السعدي - المملكة المغربية الأستاذ الدكتور: توفيق السعيد أستاذ التعليم العالي - جامعة عبد المالك السعدي - المملكة المغربية
1159	أثر القيادة الابتكارية على التميز المؤسسي لدى العاملين في مجمع الشفاء الطبي بقطاع غزة الباحث: رائد خميس محمود حماد متخصص في إدارة الأعمال - قطاع غزة
1180	دور الوكالة الوطنية لإنعاش التشغيل والكفاءات في إرساء أسس الدولة الاجتماعية الباحث: عياد باتي باحث بسلك الدكتوراه كلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة الحسن الأول بسات، مختبر البحث في قانون الأعمال مفتش الشغل من الدرجة الثانية

1192	مفتش الشغل بين الرقابة والتصالح: دراسة في ازدواجية الوظيفة وآثارها على علاقات الشغل الدكتورة : وسيلة جلال دكتورة في القانون الخاص
1205	مسطرة الاستماع للأجير في ضوء التحول الرقمي الباحث: مراد البورقادي باحث في سلك الدكتوراة، مختبر الدراسات والأبحاث في القانون الخاص، الهندسة القانونية والتنمية المستدامة، كلية العلوم القانونية والسياسية - جامعة سيدي محمد بن عبد الله فاس - متخصص في قضايا قانون الشغل وتدير العلاقات المهنية
● محور القانون الرياضي	
1215	تحولات عقود الرعاية الرياضية في ضوء الممارسة القانونية الدكتور: محمد الحليمي دكتور في الحقوق أستاذ زائر بالكلية المتعددة التخصصات بالعرائش
1231	حماية القاصر في الرياضة: بين النظرية والممارسة الدكتور: يوسف أبويعقوب دكتور في الحقوق أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والسياسية بتطوان الدكتورة: أحلام عليمي أستاذة باحثة بكلية العلوم القانونية والسياسية بتطوان - منسقة ماستر المنازعات والتحول الرقمي رئيسة فريق البحث في السياسة الجنائية والأمن الأسري والعقاري بمختبر الدراسات والأبحاث القانونية والسياسية والتنمية
1241	مكافحة تعاطي المنشطات في المجال الرياضي: دراسة في مدى ملائمة التشريعات الوطنية للمقتضيات الدولية - حالة القانون رقم 06.23 الدكتور: حميد اسليماني دكتور في القانون العام والعلوم السياسية - أستاذ زائر بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسلا
● محور القانون البيئي	
1258	قراءة في القوانين البيئية بالمغرب الدكتور: وليد حديديوي دكتور في القانون العام والعلوم السياسية، جامعة الحسن الثاني الدار البيضاء
1269	الطاقات المتجددة والهيدروجين الأخضر: "من الأمن الطاقى إلى السيادة الطاقية" الدكتور المصطفى حيان دكتور في القانون العام والعلوم السياسية باحث في السياسات العمومية جامعة القاضي عياض، مراكش أستاذ زائر بكلية الحقوق بالمغرب
محور القانون الدولي	
1282	مدى كفاية قواعد القانون الدولي الإنساني لحماية المدنيين أثناء حرب المدن (حرب السودان 15 أبريل 2023م - نموذجاً) الدكتور موسى محمد مصباح استاذ مشارك كلية القانون، جامعة النيلين - السودان
1298	الحصانات والامتيازات الدبلوماسية للمبعوث الدبلوماسي في فقه المالكية والقانون الدولي دراسة فقهية قانونية مقارنة. الدكتور : مهدي بن عبد الكريم الصوتي باحث من جامعة القرويين كلية الشريعة-أكادير.

تطور الذكاء الاصطناعي وخروجه عن السيطرة تهديدات ومخاطر الدكتور سيف محمد سيف السويدي عضو هيئة التدريس - كلية الشرطة - أبوظبي بالاشتراك مع الدكتور ممدوح خليل البحر عضو هيئة التدريس - كلية الشرطة - أبوظبي	1320
أزمة الهجرة والنزوح القسري في ظل النزاعات في غرب إفريقيا الباحثة : ليلي اليحيوي باحثة في القانون الدولي بجامعة محمد الخامس الرباط	1342
المغرب والعمق الأفريقي: الأبعاد الجيواقتصادية والأمنية لمبادرة الأطلسي ومشروع أنبوب الغاز (نيجيريا - المغرب) الباحث : إبراهيم النوحى باحث في السنة الخامسة من سلك الدكتوراه في القانون العام والعلوم السياسية كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بالمحمدية	1359
النزاع في منطقة الأحواز (إيران) الباحثة / بدور آل خليفة طالبة في ماجستير في الشؤون الدولية والسياسات العامة جامعة لوسيل دولة قطر بإشراف الدكتور / محمد اوريا	1373
الشرق الأوسط ما بعد الحرب الإيرانية الأمريكية: تحولات القوة وإعادة تشكيل النظام الإقليمي الباحث : بدر بتال العتيبي باحث في الشؤون الدولية والسياسات العامة حاصل على درجة الماجستير في الشؤون الدولية والسياسات العامة	1387
• محور القانون الإداري	
هل أن أوان التحكيم الضريبي في المغرب؟ من منطق الحظر إلى إمكان بناء عدالة جبائية بديلة دراسة تحليلية في القانون المغربي على ضوء مستجدات 2026 الدكتور مصطفى الفوركي دكتور في القانون الخاص	1407
المصادر الشرعية للقضاء الإداري السعودي الدكتور فيصل بن صبر اللويش الشمري الأستاذ المساعد بقسم القانون في كلية الشريعة والقانون بجامعة حائل	1428
وقف تنفيذ القرار الإداري السلبي دراسة مقارنة المحامي الدكتور انمار هيثم نعمة الساعدي رئيس القسم القانوني كلية القانون جامعة اوروك-بغداد المحامي الدكتور رجب محمد ندا رئيس قسم القضايا بالإصلاح الزراعي محاضر القانون الإداري بكلية القانون مصر الدكتور رجائي عبدالرحمن عبدالقادر عوض أستاذ قانون المرافعات المدنية المساعد كلية القانون جامعة اوروك -بغداد	1449

1467	"التعويض غير النقدي في القضاء الإداري السعودي" الدكتور : محمد بن عبدالله بن محمد الملحم أستاذ مساعد-كلية الحقوق-جامعة الملك فيصل بالأحساء-المملكة العربية السعودية
1487	"البرامج الميزانية" كرافعة لتكريس نجاعة المالية العمومية وتعزيز المسؤولية التدبيرية الدكتور: فهد فيلالي، دكتور في القانون العام جامعة سيدي محمد بن عبد الله إطار إداري وباحث في التدبير العمومي والحكامة المالية
1508	دور الآليات الحديثة للتدبير والتسويق الترابي في ضمان تنافسية المجال الدكتور هشام عميد دكتور في القانون العام والعلوم السياسية جامعة الحسن الأول- سطات
1524	سلطة التعيين في الوظائف السامية في دول المغرب العربي الدكتور سيد محمد محمد فاضل أستاذ القانون متعاون بجامعة نواكشوط- موريتانيا
1535	التحكيم في منازعات عقود المقاولات العمومية وحدود التحول في ضوء مستجدات قانون التحكيم المغربي الجديد رقم 95.17 الدكتور محمد علالي دكتور في القانون الاقتصادي أستاذ باحث بالمركز الجهوي لمهن التربية والتكوين لجهة سوس ماسة/أكادير
1561	العدالة الضريبية بالمغرب: بين الحق والواجب الدكتور إبراهيم بنفراج أستاذ زائر بجامعة ابن زهر
1581	المنهجية الجديدة لإعداد مشروع قانون مالية السنة بالمغرب في ضوء الكتلة الدستورية للمالية العمومية الدكتور : محمد أحتيتيش دكتور في القانون العام، جامعة سيدي محمد بن عبد الله بفاس
1596	تطور شروط المصلحة في دعوى الإلغاء بين التوسع والتقيد القضائي: دراسة تحليلية مقارنة الدكتور عبد القادر يوسف شامخ أستاذ متعاون مع كلية العلوم القانونية والسياسية بجامعة نواكشوط
1609	الرقابة الجبائية في ظل التحول الرقمي بالمغرب الباحثة : جهان المليح طالبة باحثة بسلك الدكتوراه بكلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية بسلا
• محور القانون الدستوري	
1626	حرية التعبير في موريتانيا، دراسة في الحماية الدستورية وواقع الممارسة الدكتور الطاهر ولد أحمد أستاذ متعاون بجامعة نواكشوط
1641	أسس الملكية الدستورية في المغرب الدكتور سيد محمد محمد فاضل أستاذ القانون متعاون بجامعة نواكشوط

المركز الدستوري لمنظمة التحرير الفلسطينية وأثره في بنية النظام الدستوري الفلسطيني الباحثة : مرام عوض عامر نصار باحثة في سلك الدكتوراه في القانون العام بحث مستخلص من أطروحة الدكتوراه الموسومة بعنوان الإرادة الدولية في وضع الدساتير الوطنية (فلسطين نموذجاً) دراسة تحليلية وصفية	1650
من الشرعية الانتخابية إلى شرعية الانجاز في النظام الدستوري المغربي الدكتور : أنوار التازي دكتور في القانون العام والعلوم السياسية جامعة الحسن الثاني -الدار البيضاء	1673
• محور العلوم السياسية	
اللجان النيابية لتقصي الحقائق في الممارسة البرلمانية المغربية دراسة على ضوء تجارب وممارسات دولية مقارنة - الدكتور : محمد سكي أستاذ محاضر مؤهل بجامعة محمد الخامس، الرباط باحث في القانون الدستوري والعلوم السياسية كلية العلوم القانونية و الاقتصادية و الاجتماعية، سلا	1688
الأحزاب السياسية وتكوين الكفاءات وإنتاج النخب السياسية: الوظائف، الآليات، وحدود الفعل الحزبي " دراسة حالة المغرب" الباحثة : الزهرة اباحني طالبة في سلك الدكتوراه جامعة محمد الخامس الرباط كلية العلوم القانونية والاقتصادية و الاجتماعية سلا	1710
• محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية	
Minimum Wages and Overtime Premium in Light of Saudi Labor Law and the Fair Labor Standards Act (FLSA) Dr. Osama Abdulrahman Alkhamis Assistant Professor of Civil Law, Private law Department, College of Law, King Faisal University, Alahsa, Kingdom of Saudi Arabia	1724
Relationship Between Administrative, Strategic, and Training Dimensions of Total Quality Management and Performance Evaluation in Public Healthcare Facilities in the Gaza Strip Yousef. M. A. Alghoul Department of Business Administration, College of Graduate Studies, University of Al-Butana, Sudan Human Resources Planning Department, Planning and Performance Unit, Palestinian Ministry of Health, Gaza,	1749
Russia's Palestine Discourse in the Context of the Ukraine War: Anti-Westernism or a Principled Stance? Üniversite adı: Ankara Hacı Bayram Veli Üniversitesi Danışman: Prof.Dr. MEHMET SEYFETTİN EROL İKTİSADİ VE İDARİ BİLİMLER FAKÜLTESİ ULUSLARARASI İLİŞKİLER Öğrenci: Adı- soyadı: OSAMA T.A. MORTAGA	1771

Pollen grains and their evidentiary value in criminal investigations. Saleem Isaaf Alazab 1 Associate Professor in the Department of Law. Faculty of Law, Al-Balqa Applied University, Jordan. dr.alazab@bau.edu.jo. ORCID: https://orcid.org/0009-0001-0544-620X. Ali Ahmad Alzubi 1 Associate Professor in the Department of Law. Faculty of Law, Al-Balqa Applied University, Jordan. alialzubi@bau.edu.jo. ORCID: https://orcid.org/0009-0005-6602-101X. Sabah Mousa Abd Alrhmman Al Momani 1 Associate Professor. in the Department of Law. Faculty of Law, Al- Balqa Applied University, Jordan, Sabah.momani@bau.edu.jo, ORCID: https://orcid.org/0009-0007-8849-8470. Wael Hakam Qutishat Teacher, in the Department of Law. Faculty of Law, Al-Balqa Applied University, Jordan, 1 wael.qutishat@bau.edu.jo, ORCID: https://orcid.org/0009-0006-8843-5368.	1804
Concept of Ambiguity in Law and Language First Author of the study: El JAILI EL HAGMOHAMED ABDALLA OMER PhD Researcher in Law, University of Gezira -Faculty of Law – Sudan. Legal Advisor – Altameer Ltd Company – Riyadh – Kingdom of Saudi Arabia P.O. Box 10493 Riyadh 11433. E-mail : eljaili_net@yahoo.com Second Author of the study: Prof : Jodah Ibrahim MohamedElnor Rahama. Professor in Law, University of Gezira -Faculty of Law – Sudan	1815
• محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية "محور الإدارة الصحية"	
Mechanisms for Rationalizing Antibiotic Misuse among Patients in Primary Healthcare Centers in the Southern Governorates of Palestine Dr.Mohammed A. M. Abu Rayya Health consultant PhD Health Management	1883
The Impact of The Crises Challenges on The Performance of Healthcare Providers At AL- Shifa Medical Complex- Gaza Strip Dr.Wael Abdel Majeed Abdel Kareem Okasha - MOH - Gaza - PhD in Health Management	1909
محور الدراسات والأبحاث باللغة الفرنسية	
La gouvernance sportive en droit marocain (première partie) : un édifice normatif inachevé — la loi n° 30-09 et ses textes d'application Dr. Samir ABAKIL Équipe de recherche Management et Gouvernance du Sport Institut Royal de Formation des Cadres de la Jeunesse et des Sports (IRFC), Rabat	1935
L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET LE DROIT DES AFFAIRES AU MAROC : OPPORTUNITÉS, RISQUES JURIDIQUES ET PERSPECTIVES DE RÉGULATION Pr. Lamyae SAHRANE Maître de conférences habilitée à la FSJES de Mohammedia Laboratoire étude et recherche en droit privé et public et digitalisation Doctorante-chercheuse Nour El Houda KERMICHE Doctorante à la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Mohammedia Laboratoire étude et recherche en droit privé et public et digitalisation Université Hassan II Casablanca - MAROC	1949
Le financement participatif : Apports et risques DR . Mohamed KELLATI Enseignant chercheur, FSJP, UCD, El-Jadida	1964

La justice administrative marocaine à la lumière de la réforme du code de procédure civile n° 58.25 : transformations procédurales et enjeux de l'efficacité judiciaire Youssef Latrach Faculté des Sciences juridiques et politiques Université Sidi Mohamed Ben Abdellah - Fès	1973
La sauvegarde des entreprises en difficulté en droit marocain : fondements, mécanismes et limites Dr. Chaimaa MAROUFI Docteure en droit privé	1989
L'ÉGALITÉ DES CHANCES DANS LE DROIT DE SPORT : APPROCHE JURIDIQUE EN DROIT MAROCAIN Dr. Badre FASSI FIHRI Docteur en droit - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Fès	1999
La coopération maroco-espagnole de lutte contre l'immigration clandestine Dr. Brahim NAITOUGARZ Docteur et chercheur en droit international et relations internationales	2007
Le consentement résiduel. Stratification de l'adhésion organisationnelle et défaisance non simultanée Dr. Salma KADIRI ALAOUI Docteure en sociologie des organisations Faculté des Sciences Humaines et Sociales, Université Ibn Tofail, Kénitra, Maroc	2021
La protection de l'assuré contre les clauses abusives : étude comparée des droits marocain et français Dr. Siham LAKBOUCHI Docteure en droit privé - Université Hassan II, Casablanca - MAROC Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Aïn Chock	2032
La preuve électronique : reconnaissance juridique et difficultés probatoires en droit marocain Dr. Asseya ABLI Docteure en droit	2041
LES DROITS DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE FACE À LA REVOLUTION NUMERIQUE : PRINCIPES, DEFIS ET EVOLUTIONS PREVUES Chercheuse KOUASSI Amino Désirée Colombe Doctorante en droit privé - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, Fès Encadrée par M. Abdellah MARGHICH professeur de l'enseignement supérieur à la même faculté	2058
Le consommateur entre adhésion et négociation dans les contrats de consommation électroniques El Alaoui Mohammed Doctorant Université Moulay Ismaïl (UMI) - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales - Meknès Laboratoire : Droit et Développement Professeur encadrant : Pr. El Bakkay EL MAAZOUZ	2069
L'intelligence artificielle comme levier de transformation des politiques éducatives : opportunités, risques et perspectives pour le système marocain EHIRI NAAMA Faculté des sciences de l'éducation - Rabat Laboratoire de recherche sur l'analyse et l'évaluation des systèmes d'éducation et de formation - Rabat	2079

La responsabilité des prestataires de cloud face aux violations de la propriété intellectuelle générées par l'intelligence artificielle : enjeux juridiques et défis probatoires Abir OMRI Doctorante-chercheuse Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de Settât - Université Hassan 1er de Settât Pr. Soumaya AKKOUR Professeure de l'Enseignement Supérieur - Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de Settât - Université Hassan 1er de Settât	2094
La couverture sanitaire universelle au Maroc : un levier de la réforme du système de santé ELAMIM Abdelouahed Doctorant-chercheur Doctorant en droit public - FSJES Aïn Chock, Casablanca	2112
L'adaptation du droit marocain de la concurrence face aux géants du numérique : entre impératifs d'innovation, compétitivité et souveraineté économique. AZEDDINE TANOUCHE Doctorant chercheur en droit privé Laboratoire : Essor, Droit, philosophie et société Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, Fès	2126
La loi n° 58.25 relative à la procédure civile Lecture des principales nouveautés et enjeux de mise en œuvre EL BAIR Ali Doctorant-chercheur Université Hassan 1er de Settât - Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Settât Laboratoire de Droit des Affaires	2135
L'équivalence fonctionnelle comme grille de contrôle de l'audience à distance La décision n° 255/25 de la Cour constitutionnelle marocaine et la loi n° 58.25 portant code de procédure civile Doctorant-chercheur MEHDI Nordin Doctorant en droit privé Faculté des sciences juridiques et politiques de Tanger - Université Abdelmalek Essaâdi Thèse préparée sous la direction de Monsieur le Professeur Soufiane MASRAR Adresse de correspondance : maitre.nordinmehdi@gmail.com	2145
La profession libérale d'avocat et le droit de la concurrence Doctorant-chercheur Mohammed Faouzi CHERRAQI Doctorant en droit privé - Université Hassan II de Casablanca - FSJES Mohammedia Pr. Ahmed ALLALI Maître de conférences habilité en droit privé - Université Hassan II de Casablanca - FSJES Mohammedia	2170

كلمة افتتاحية للاصدار رقم 66 من مجلة القانون والأعمال الدولية

بسم الله الرحمن الرحيم

العدد السادس والستون من مجلة القانون والأعمال الدولية

يصدر العدد السادس والستون من مجلة القانون والأعمال الدولية في لحظة تتسارع فيها وتيرة الإصلاح التشريعي، وتتبدل فيها أدوات العمل القانوني ومناهج البحث فيه. فما كان بالأمس موضوعا لاجتهاد فقهي محدود صار اليوم مادة لنصوص قانونية مستحدثة، وما كان يعد من قبيل الافتراض التقني أصبح واقعا تفرضه الممارسة على القاضي والمحامي والباحث على حد سواء. وفي هذا السياق تتحدد وظيفة المجلة العلمية: لا أن تواكب التحول وحده، بل أن تقيسه بميزان القاعدة القانونية، وتكشف ما فيه من مكاسب وما يعتريه من نقص.

وقد حرصت هيئة التحرير، في هذا العدد، على أن يكون البناء المعرفي للمجلة متوازنا في محاوره، متعدد المشارب في مواده. فقد توزعت الدراسات المنشورة بين القانون الخاص بفروعه، والقانون العام والعلوم السياسية، والقانون الجنائي، وقانون الأعمال، وقانون الشغل والحماية الاجتماعية، والقانون العقاري، والمساطر القانونية والقضائية، والقانون البيئي، والقانون الرياضي، إلى جانب الدراسات الشرعية وما يتصل بها من قضايا الأسرة والفقه، ومحور خاص بأثر الرقمنة والذكاء الاصطناعي في المنظومة القانونية، ومحور مستقل للدراسات المحررة باللغة الفرنسية.

وليس في هذا التنوع تشتيت، وإنما هو انعكاس لواقع القانون ذاته؛ إذ لم تعد الفروع القانونية جزرا معزولة، بل صارت الظاهرة الواحدة تستدعي أكثر من فرع وأكثر من منهج. ولذلك آثرنا في تقديم هذا العدد الإشارة العامة إلى محاوره دون الخوض في تفصيل كل دراسة على حدة، تاركين للقارئ أن يبني حكمه من النصوص نفسها.

ومن دواعي اعتزاز المجلة أن مواد هذا العدد وردت من باحثات وباحثين ينتمون إلى مؤسسات جامعية ومهنية متعددة داخل المغرب وخارجه، وأن بينهم أساتذة التعليم العالي وحاملي الدكتوراه والباحثين بسلك الدكتوراه وممارسي المهن القانونية. وهذا التعدد في المراتب والمشارب هو ما يمنح المجلة صفتها العلمية، ويجعلها فضاء للحوار بين النظرية والممارسة، لا منبرا لطرف دون آخر.

وقد خضعت جميع الدراسات المنشورة لمسطرة التحكيم العلمي المعتمدة بالمجلة، والتزمت هيئة التحرير في مراجعتها بمعايير الصياغة والتوثيق المقررة، مع الحفاظ على استقلالية كل باحث في آرائه واجتهاداته. فما يرد في هذه الدراسات من مواقف يلزم أصحابها وحدهم، ولا يعبر بالضرورة عن رأي المجلة.

وإننا إذ نضع هذا العدد بين يدي القارئ، نتقدم بالشكر إلى الباحثات والباحثين الذين أثروه بأعمالهم، وإلى السادة المحكمين على ما بذلوه من جهد في التقويم والتوجيه، وإلى كل من أسهم في إخراج هذا العمل إلى النور. ونجدد الدعوة إلى المشتغلين بالبحث القانوني للمساهمة في الأعداد المقبلة، بما يعزز رصيد المجلة ويخدم البحث العلمي في مجال القانون والأعمال. وبالله التوفيق.

والله ولي التوفيق

إدارة مجلة القانون والأعمال الدولية



كعادتها، تواصل مجلة القانون والأعمال الدولية ريادتها للمجلات القانونية العربية، وقد شهد الإصدار الأخير منها الموافقة على نشر 130 بحثًا بمشاركة 160 مشاركًا ما بين أستاذ جامعي ودكتور وباحث وممارس من 16 جنسية مختلفة.



هذه العسارة ناتجة بعد تحكيم أكثر من 360 بحثًا من طرف المحكمين المنضوين تحت لواء المجلة ومن مختلف الجنسيات، لأجل الوصول إلى أجود الأبحاث التي تستحق النشر.



إصدار شهر أكتوبر 2026

يعتبر الإصدار رقم 66 لمجلة القانون والأعمال الدولية من أجود الأعمال القانونية المحكمة، وقد شمل هذا الإصدار أبحاثًا من مختلف مشارب القانون موزعة على 16 محورًا.



إحصائيات العدد 66

شمل الإصدار رقم 66 (130 بحثًا)



8

باللغة الإنجليزية



19

باللغة الفرنسية



103

باللغة العربية

الجنسيات المشاركة في هذا الإصدار

 السودان 5	 قطر 7	 الأردن 8	 موريتانيا 8	 السعودية 9	 الإمارات 9	 فلسطين 13	 المغرب 89
 ساحل العاج 1	 تركيا 1	 مصر 1	 البحرين 1	 اليمن 1	 العراق 2	 سلطنة عمان 2	 لبنان 3

عدد الأبحاث	محاور الإصدار رقم 66
20	محور الرقمنة والذكاء الاصطناعي
15	محور قانون المال والأعمال
4	محور قانون الأسرة وعلوم الفقه
10	محور القانون الجنائي
8	محور المساطر الإجرائية
8	محور العقار والتعمير
8	محور قانون الشغل والحماية الاجتماعية
3	محور القانون الرياضي
2	محور القانون البيئي
7	محور القانون الدولي
12	محور القانون الإداري
4	محور القانون الدستوري
2	محور العلوم السياسية
6	محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية
2	محور الدراسات والأبحاث باللغة الإنجليزية: الإدارة الصحية
19	محور الدراسات والأبحاث باللغة الفرنسية
130 بحثًا	المجموع